



DÉCISION DE L'AFNIC

eboursorama.fr

Demande n° FR-2021-02271

I. Informations générales

i. Sur les parties au litige

Le Requérant : La société BOURSORAMA

Le Titulaire du nom de domaine : La société LESGRAPPES

ii. Sur le nom de domaine

Nom de domaine objet du litige : eboursorama.fr

Date d'enregistrement du nom de domaine : 14 janvier 2021 soit postérieurement au 1^{er} juillet 2011.

Date d'expiration du nom de domaine : 14 janvier 2022

Bureau d'enregistrement : KEY-SYSTEMS GmbH

II. Procédure

Une demande déposée par le Requérant auprès de l'Afnic a été reçue le 28 janvier 2021 par le biais du service en ligne SYRELI.

Conformément au règlement SYRELI (ci-après le Règlement) l'Afnic a validé la complétude de cette demande en procédant aux vérifications suivantes :

- Le formulaire de demande est dûment rempli.
- Les frais de Procédure ont été réglés par le Requérant.
- Le nom de domaine est actif.
- Le nom de domaine a été créé ou renouvelé postérieurement au 1^{er} juillet 2011.

- Le nom de domaine visé par la procédure ne fait l'objet d'aucune procédure judiciaire ou extrajudiciaire en cours.

L'Afnic a procédé au gel des opérations sur ce nom de domaine et a notifié l'ouverture de la procédure au Titulaire le 12 février 2021.

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

Le Collège SYRELI de l'Afnic (ci-après dénommé le Collège) composé de Marianne GEORGELIN (membre titulaire), Régis MASSÉ (membre titulaire) et Loïc DAMILAVILLE (membre titulaire) s'est réuni pour rendre sa décision le 18 mars 2021.

III. Argumentation des parties

i. Le Requérant

Selon le Requérant, l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <eboursorama.fr> par le Titulaire est « susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité », et le Titulaire ne justifie pas « d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi ».
(Art. L. 45-2 du code des postes et des communications électroniques)

Dans sa demande, le Requérant a fourni les pièces suivantes :

- Pouvoir donné le 21 octobre 2019 par le Requérant à la société NAMESHIELD pour la procédure SYRELI ;
- Extrait Kbis du 02 octobre 2019 de la société BOURSORAMA immatriculée le 09 septembre 2003 sous le numéro 351 058 151 au R.C.S. de Nanterre ;
- Extrait du 18 janvier 2021 de la base Whois du nom de domaine <eboursorama.fr> enregistré le 14 janvier 2021 par le Titulaire ;
- Capture d'écran du 23 novembre 2020 de la page « Qui sommes-nous ? » du site web <http://groupe.boursorama.fr> ;
- Notice complète de la marque verbale française « BOURSORAMA » numéro 98723359 enregistrée le 13 mars 1998 par le Requérant et régulièrement renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38 et 42 ;
- Notice complète de la marque française semi-figurative « BOURSORAMA » numéro 3040225 enregistrée le 07 juillet 2000 par le Requérant et régulièrement renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38, 41 et 42 ;
- Notice complète de la marque verbale de l'Union européenne « BOURSORAMA » numéro 1758614 enregistrée le 13 juillet 2000 par le Requérant et régulièrement renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38, 41 et 42 ;
- Notice complète de la marque verbale française « BOURSORAMA » numéro 3565867 enregistrée le 31 mars 2008 par le Requérant et dûment renouvelée pour la classe 36 ;
- Notice complète de la marque française semi-figurative « BOURSORAMA » numéro 3676765 enregistrée le 16 septembre 2009 par le Requérant et dûment renouvelée pour les classes 35, 36 et 38 ;
- Extraits du 23 novembre 2020 de la base Whois des noms de domaine enregistrés par le Requérant et notamment :
 - <banqueboursorama.fr> enregistré le 27 mai 2005 ;
 - <boursorama-banque.fr> enregistré le 27 mai 2005 ;
 - <boursorama.fr> enregistré le 3 juin 2005 ;
- Capture d'écran, datée du 18 janvier 2021 de la page web vers laquelle renvoie le nom de domaine <eboursorama.fr> indiquant : « *eboursorama.fr est bloqué. Les requêtes vers le serveur ont été bloquées par une extension. Essayez de désactiver les extensions.* » ;
- Capture d'écran du 15 janvier 2021 de la page « connexion » vers laquelle renvoie le nom de domaine <eboursorama.fr> ;

- Courriel du 18 janvier 2020 en anglais, traduit en français, envoyé par l'hébergeur Scaleway à la société NAMESHIELD ayant pour sujet « abus pour le blocage du basculement IP / [...] résolu » ;
- Décision du Collège SYRELI de l'Afnic numéro FR-2020-02112 concernant le nom de domaine <fr-boursorama.fr> rendue le 06 octobre 2020.

Dans sa demande, le Requéant indique que :

[Citation complète de l'argumentation]

« La société BOURSORAMA (le « Requéant ») (Annexe 1) soutient que l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine < eboursorama.fr > par l'actuel titulaire (« le Titulaire ») est « susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité, et que le titulaire ne justifie pas d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi » (Art. L.45-2 du Code des Postes et des Communications Electroniques).

I. Intérêt à agir

Le Requéant soutient avoir un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <eboursorama.fr> enregistré le 14 janvier 2021 (Annexe 2).

Créé en 1998, le Requéant est un acteur pionnier et leader sur ses trois activités principales : la banque en ligne, le courtage en ligne et l'information financière sur Internet. En France, BOURSORAMA est la référence en matière de banque en ligne, avec plus de 2 370 000 de clients. Son site internet officiel <boursorama.com> est le premier site d'information économique et la première plateforme de banque en ligne. Ce site comptait 50 millions de visites mensuelles au premier semestre 2020 (Annexe 3).

Le Requéant est propriétaire des marques enregistrées suivantes, constituées du terme « BOURSORAMA » (Annexe 4):

Marque française « BOURSORAMA » n° 98723359 enregistrée le 13-03-1998 et dûment renouvelée ;

Marque française semi-figurative « BOURSORAMA » n° 3040225 enregistrée le 07-07-2000 et dûment renouvelée ;

Marque de l'Union Européenne « BOURSORAMA » n° 1758614 enregistrée le 13-07-2000;

Marque française « BOURSORAMA » n° 3565867 enregistrée le 31-03-2008 ;

Marque française semi-figurative « BOURSORAMA » n° 3676765 enregistrée le 16-09-2009 et dûment renouvelée.

Le Requéant est également titulaire de nombreux noms de domaine comprenant le terme « BOURSORAMA », dont (Annexe 5):

<banqueboursorama.fr> enregistré et régulièrement renouvelé depuis le 27-05-2005 ;

<boursorama-banque.fr> enregistré et régulièrement renouvelé depuis le 27-05-2005 ;

<boursorama.fr> enregistré et régulièrement renouvelé depuis le 03-06-2005.

Le nom de domaine litigieux < eboursorama.fr > est inactif (Annexe 6). Le nom de domaine reprend la marque BOURSORAMA.

En conséquence, le Requéant dispose de droits antérieurs et donc d'un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux < eboursorama.fr >.

II. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE

A. Atteinte aux droits invoqués par le Requéant

Le Requéant soutient que le nom de domaine litigieux <eboursorama.fr> est intègre dans son intégralité la marque du Requéant. L'ajout de la lettre « E » ne permet pas de distinguer le nom de domaine des marques et noms de domaine du Requéant.

L'extension « .FR » ne permet pas de modifier l'impression d'ensemble que le nom de domaine litigieux est lié au Requéant. L'internaute pourrait en effet illégitimement croire que le nom de domaine litigieux est affilié au Requéant. Merci de consulter par exemple la décision SYRELI n° FR-2020-02112 concernant le nom de domaine <fr-boursorama.fr> (Annexe 7).

Par conséquent, le Requéran soutient que le nom de domaine litigieux est similaire à la marque antérieure « BOURSORAMA » sur laquelle le Requéran a des droits au point de prêter à confusion, et porte donc atteinte aux droits antérieurs du Requéran.

B. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

Absence d'intérêt légitime du Titulaire

Le Requéran indique qu'il ne connaît pas le Titulaire, et que ce dernier ne dispose d'aucun lien d'aucune sorte avec sa société, ni d'aucune autorisation ou licence d'utilisation de ce terme, ni de droit d'enregistrer le nom de domaine litigieux. Dès lors, le Requéran soutient que le Titulaire ne dispose d'aucun droit ou intérêt légitime concernant le nom de domaine litigieux.

Le nom de domaine est actuellement inactif (Annexe 6). Cependant, une page liée au nom de domaine reproduit à l'identique la page d'accès client de la banque (<https://www.eboursorama.fr/index/connexion/> - Annexe 8). La page a été supprimée auprès de l'hébergeur à la demande du Requéran.

Mauvaise foi du Titulaire

Le Requéran est doté d'une notoriété mondiale et plus encore en France.

Cependant, l'annexe 8 apporte la preuve que le nom de domaine a été utilisé dans le cadre d'une tentative de récupération des données bancaires en reproduisant la page d'accès aux comptes bancaires du Requéran.

En conséquence, le Requéran soutient que le Titulaire a enregistré le nom de domaine <eboursorama.fr> principalement dans le but de profiter de sa renommée du Requéran en créant un risque de confusion dans l'esprit du consommateur avec intention de le tromper.

Ainsi, le Requéran sollicite du Collège la transmission du nom de domaine litigieux <eboursorama.fr> à son profit. »

Le Requéran a demandé la transmission du nom de domaine.

i. Le Titulaire

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

IV. Discussion

Au vu des dispositions du droit commun relatives à la charge de la preuve,

Au vu des écritures et pièces déposées par les deux parties,

Au vu des dispositions du Règlement,

Au vu des dispositions prévues à l'article L. 45-6 du Code des Postes et des Communications Electroniques,

Le Collège a évalué :

i. L'intérêt à agir du Requéran

Au regard des pièces qui ont été fournies par le Requéran, le Collège constate qu'au moment du dépôt de la demande, le nom de domaine <eboursorama.fr> est :

- Quasi-identique aux marques du Requéran suivantes :
 - La marque verbale française « BOURSORAMA » numéro 98723359 enregistrée le 13 mars 1998 par le Requéran et régulièrement renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38 et 42 ;
 - La composante verbale de la marque française semi-figurative « BOURSORAMA » numéro 3040225 enregistrée le 07 juillet 2000 par le

- Requérant et régulièrement renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38, 41 et 42 ;
 - La marque verbale de l'Union européenne « BOURSORAMA » numéro 1758614 enregistrée le 13 juillet 2000 par le Requérant et régulièrement renouvelée pour les classes 9, 16, 35, 36, 38, 41 et 42 ;
 - La marque verbale française « BOURSORAMA » numéro 3565867 enregistrée le 31 mars 2008 par le Requérant et dûment renouvelée pour la classe 36 ;
 - La composante verbale de la marque française semi-figurative « BOURSORAMA » numéro 3676765 enregistrée le 16 septembre 2009 par le Requérant et dûment renouvelée pour les classes 35, 36 et 38 ;
- Similaire aux noms de domaine <banqueboursorama.fr> et <boursorama-banque.fr> enregistrés le 27 mai 2005 par le Requérant ;
 - Quasi-identique au nom de domaine <boursorama.fr> enregistré le 3 juin 2005.

Le Collège a donc considéré que le Requérant avait un intérêt à agir.

ii. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE

a. Atteinte aux droits invoqués par le Requérant

Au regard des pièces qui ont été fournies par le Requérant, le Collège constate qu'au moment du dépôt de la demande, le nom de domaine <eboursorama.fr> est quasi-identique aux marques antérieures du Requérant et notamment à la marque verbale française « BOURSORAMA » numéro 98723359 enregistrée le 13 mars 1998, car il est composé de la marque « BOURSORAMA » reprise dans son intégralité précédée de la lettre « e » couramment employée pour faire référence aux services en ligne.

Le Collège a donc considéré que le nom de domaine est susceptible de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle du Requérant.

Conformément à l'article L. 45-2 du CPCE cité ci-dessus, le Collège s'est ensuite posé la question de savoir si le Requérant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire.

b. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

Le Collège constate que :

- Le Requérant se présente comme un acteur pionnier et leader dans les secteurs de la banque en ligne, le courtage en ligne et l'information financière sur Internet. En France, la société BOURSORAMA compte plus de 2 370 000 de clients et son site internet officiel <boursorama.com> comptait 50 millions de visites mensuelles au premier semestre 2020 ;
- Le Requérant déclare que le Titulaire :
 - N'est pas affilié par le Requérant ;
 - Ne détient aucune autorisation pour utiliser la marque du Requérant, ni pour exploiter le nom de domaine <eboursorama.fr> ;
- Le Requérant, la société BOURSORAMA, est titulaire des marques antérieures « BOURSORAMA » enregistrées entre 1998 et 2009 et de noms de domaine dont <banqueboursorama.fr>, <boursorama-banque.fr> et <boursorama.fr> enregistrés en 2005 ;
- Le nom de domaine <eboursorama.fr> est constitué du terme « BOURSORAMA », identique aux marques antérieures du Requérant, précédé de la lettre « e » pouvant faire référence au service bancaire « en ligne » proposé par le Requérant ;
- Le nom de domaine <eboursorama.fr> renvoie vers une page web qui :
 - Reproduit la marque « BOURSORAMA » ;

- Propose une interface de connexion à l'espace client ; cette composition est une pratique de « phishing » ou d'hameçonnage ayant pour but de récupérer des données personnelles sur internet ;
- Le courriel envoyé par l'hébergeur Scaleway démontre que la page a été supprimée à la demande du Requérant.

Le Collège a ainsi considéré que les pièces fournies par le Requérant permettaient de conclure que le Titulaire avait enregistré le nom de domaine <eboursorama.fr> dans le but de profiter de la renommée du Requérant en créant un risque de confusion dans l'esprit du consommateur avec intention de le tromper.

Le Collège a donc conclu que le Requérant avait apporté la preuve de la preuve de l'absence d'intérêt légitime et de la mauvaise foi du Titulaire telles que définies à l'article R. 20-44-46 du CPCE et a décidé que le nom de domaine <eboursorama.fr> ne respectait pas les dispositions de l'article L.45-2 du CPCE.

V. Décision

Le Collège a décidé d'accepter la demande de transmission du nom de domaine <eboursorama.fr> au profit du Requérant, la société BOURSORAMA.

VI. Exécution de la décision

Conformément à l'article (II) (viii) du Règlement, la décision de l'Afnic ne sera exécutée qu'une fois écoulé un délai de quinze (15) jours civils à compter de la notification de la décision aux parties.

Conformément à l'article (II) (vii) du Règlement, l'Afnic notifie par courrier électronique et postal la décision à chacune des parties.

Elle procédera au dégel des opérations sur le nom de domaine selon les dispositions du Règlement.

Le Bureau d'enregistrement est informé de la décision par courrier électronique.

À Montigny-le-Bretonneux, le 25 mars 2021

Pierre BONIS - Directeur général de l'Afnic

